

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-loi-de-Murphy-affecte-aussi-l-Empire>

La « loi de Murphy » affecte aussi l'Empire.

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mercredi 20 août 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les économies du capitalisme avancé ne réussissent pas à sortir du marasme dans lequel elles sont tombées depuis la crise financière et économique de 2008-2009. Les gouvernements de ces pays, soumis au pouvoir de la ploutocratie qui contrôle les monopoles financiers, industriels, commerciaux et autres, montrent une incapacité totale et confirment - avec l'entêtement avec lequel ils appliquent les politiques d'austérité, comme c'est si clair dans l'Union Européenne (UE) et dans d'autres pays - la fin du système politique qui a caractérisé la « civilisation industrielle ».

Aux États-Unis (US), après un coup de frein durant le premier trimestre, quand le produit intérieur brut (un PIB) a connu une contraction réelle de 2.1% (en termes annuels), le *Bureau d'Analyse économique* (BEA, par son sigle en anglais) rapporte une première estimation du PIB au deuxième trimestre, avec un taux (annuel) de croissance de 4%. Cette estimation n'est pas crédible et sera probablement révisée à la baisse, selon [Shadow Government Statistics](#), portail spécialisé dans la révélation de la falsification des statistiques officielles.

Bien que les analystes au service de *Wall Street* disent qu'ils espèrent qu'aux US la croissance du PIB se maintiendra au-dessus de 3,0% pour les prochains trimestres, avec un certain réalisme le vice-président de la Réserve fédérale, Stanley Fisher, a remarqué que l'aggravation de la situation mondiale a affecté dans le passé les exportations et les revenus des entreprises, a déprimé les valeurs boursières et affecté la prise de décisions financières des commerces et des familles, et que « année après année nous avons du expliquer à partir d'une milieu de l'année pourquoi le taux de croissance global était plus bas que celui prévu à peine deux trimestres auparavant ».

Il n'y a pas de doutes que la « nouvelle normalité » dans les économies du capitalisme avancé soit la « japonisation », ou bien des taux de croissance pratiquement nuls ou bas, comme 1.7% pour les US en 2014, selon la prévision du FMI, et dans le contexte d'un chômage chronique et élevé, surtout quand on mesure le nombre croissant de chômeurs de long terme, les exclus et la croissance de la population en âge et capable de travailler qui n'a pas d'emplois. Et avec les emplois créés à temps partiel, très mal payés et avec des horaires qui transforment en enfer la vie quotidienne de millions de personnes, comme il le rapporte le quotidien *The New York Times* [1].

En ce qui concerne l'économie du Japon, qui, depuis les années 90 souffre d'une croissance faible, après un premier trimestre positif par les ventes internes - qui ont augmenté par anticipation de l'augmentation de 10% de l'impôt sur la consommation (TVA ou taxe à la valeur ajoutée), tout indique que dans les prochains trimestres on reviendra à la tendance d'une croissance faible (1.6%, selon le FMI), ou une croissance pratiquement nulle si la situation mondiale s'assombrit un peu plus.

Sur le plan européen on peut répéter presque la même chose qu'il y a deux ou trois ans : les politiques d'austérité et le chômage massif minent les économies réelles. Les pays de l'euro-zone ont eu une croissance nulle (0.0 %) au deuxième trimestre, ce qui signifie que certains ont souffert des contractions, dont : l'Italie, la France et l'Allemagne, et que le reste a stagné ou a eu une très faible croissance.

Tout cela dans le contexte des sanctions économiques, commerciales et financières contre la Russie prises par les États-Unis, l'UE et d'autres alliés de l'OTAN pour aggraver les tensions autour du cas dramatique de la population russophone bombardée à l'est de l'Ukraine, et la décision de Moscou d'appliquer la réciprocité dans certains secteurs bien définis du commerce agroalimentaire et d'investissements qui toucheront avec une intensité particulière un nombre important de pays de l'Union Européenne.

Pour le moment rien ne permet de penser à une baisse des tensions, au moins quand on voit que dans des moments où la Finlande essaie de devenir un interlocuteur pour diriger les négociations qui réduisent les tensions, un quotidien « respectable » comme le britannique *The Guardian*, s'est prêté à une nouvelle provocation avec la

fabrication d'un mensonge grotesque, comme ce fut le cas « du convoi militaire russe qui a pénétré en Ukraine », ce qui a donné l'occasion au « roi du chocolat » qui préside le régime conjuré ukrainien, Petro Poroshenko, d'être à nouveau ridicule après avoir affirmé que son armée avait anéanti cette colonne « envahissante ».

Triste, de voir qu'aucun « média respectable » du monde occidental ne s'est demandé, avant de publier une si énorme fabrication, comment était-ce possible que si cette colonne militaire allait envahir l'Ukraine, une opération sans doute à caractère secret, les militaires russes aient permis que des autos avec journalistes la photographient et ils la suivent jusqu'à la frontière, ou pourquoi l'OTAN, avec ses satellites espions qui contrôlent chaque millimètre de cette zone, n'a pas lancé une accusation immédiate prouvée à l'appui.

Celui qui se couche avec liens, se lève avec des puces

Le montage grossier du coup d'État en Ukraine à partir d'une coalition entre des oligarques mafieux, des néonazis, des ultranationalistes et des largués ne pouvait pas donner un autre résultat que la politique criminelle de bombarder la population civile qui n'a pas appuyé le coup ni les pantomimes quotidiennes du « roi du chocolat », de « Yats » que la sous-secrétaire de l'État Victoria Nuland a choisi comme Premier ministre, des ministres et des fonctionnaires qui répondent à l'une ou l'autre fraction de cette sinistre coalition, et qui avec ses menaces ont transformé le parlement en caisse de résonance des contradictions entre les mafias qui se sont distribuées et se disputent le pouvoir.

Chaque jour apporte un chapelet d'incongruité et de provocations de la part des membres du régime du Kiev : Samedi 16 août le mouvement néonazi le *Secteur Droit* a intimé à Poroshenko en 48 heures de purger le ministère de l'Intérieur et éliminer toutes les accusations criminelles contre les membres de Secteur Droit, sous peine que ses troupes de choc abandonnent le front de combat à l'Est du pays pour se diriger vers Kiev. Et le gouvernement a cédé sans dire mot (« [Right Sector Not Going to Attack le Kiev, Some of Requirements Fulfilled - Leader](#) »)

Lundi 18 août le président du parlement, Olexander Turchinov, a déclaré à l'Agence de presse de la Mer Baltique que « nous nous fixons l'objectif de nous unir à l'Union Européenne d'ici cinq ans. L'Ukraine devra devenir un membre de l'Union Européenne et l'OTAN » (« [Ukraine plans to enter EU, Néâ€" Turchynov](#) »)

La coalition entre néonazis et les mafias d'oligarques n'est pas une base pour « stabiliser » le régime né du coup d'État. Aucun des groupes qui se répartissent les parts du pouvoir ne gouverne réellement pour le bien de la population, qui est celle qui paie déjà - avec les hausses d'impôts et de prix, avec l'augmentation du chômage, la perte de salaires et de pensions, avec l'élimination des services publics déjà réduits - la facture de cette aventure conjurée.

La résistance organisée par les russophones à l'Est et au Sud de l'Ukraine est pour le moment l'unique force politique et militaire qui compte en tant qu'opposition au régime du Kiev.

Quelques observateurs pensent que si cette force perdure quelques mois de plus, jusqu'à l'arrivée du « Général Hiver » qui réveillera au grand jour la terrible réalité à une grande partie des ukrainiens du reste de pays, qui ont donné un appui actif ou passif au coup d'État. Le régime de Poroshenko sera politiquement plus instable et enclin à de plus grandes folies, comme faire avancer le calendrier pour l'arrivée de forces militaires de l'OTAN et s'appuyer de plus en plus sur les secteurs extrémistes, sur les néonazis, pour réprimer sauvagement la population.

Washington peut vivre avec cette réalité et tirer des bénéfices. L'Ukraine n'est pas le premier pays, et sera pas malheureusement le dernier que les US détruisent et dé-modernisent pour créer les zones de chaos qui servent ses intérêts. Pour sa part l'UE n'aura d'autre solution que vivre quotidiennement, dans son « arrière cour », avec cette réalité chaotique qui très probablement contaminera les pays voisins.

L'Allemagne, l'unique pays de la zone-euro qui a une capacité (mais encore pas de volonté) de prendre des décisions politiques, ne pourra pas continuer à se cacher et aura dans très peu de temps à décider si elle hypothèque son avenir en acceptant d'être le fer de lance des Etats-Unis et de l'OTAN contre la Russie, ou si elle dirige la force de sa puissance économique en Europe de l'Est au service de la stabilité régionale, ce qui implique d'en finir avec la politique d'agression contre la Russie.

Mais pour le moment rien de tout cela ne semble préoccuper Bruxelles où la majorité des gouvernements des pays de l'UE, que l'on a supposé unis il n'y a pas longtemps pour mettre fin à des siècles de guerres, de massacres et de brutalités entre voisins. Comme s'ils ne connaissent pas le proverbe « qui se couche avec les chiens, avec des puces se lève ».

La réponse russe, calmée mais radicale

On peut conclure que l'empire néolibéral a lancé une grave provocation contre la Russie et les pays qui cherchent à retourner vers un système multipolaire pour créer des options socio-économiques régionales en dehors du néolibéralisme, mais que la réponse mesurée et calculée russe les, pour ainsi le dire, fait « mijotées » dans leurs propres contradictions, qui existent à l'intérieur du gouvernement de Kiev, entre les pays de l'UE et celles qui proviennent de tous les intérêts économiques affectés. Par cela il est possible d'anticiper de graves problèmes pour les économies réelles des pays de l'empire à partir du deuxième semestre de cette année.

La politique démentielle de l'impérialisme néolibéral pour maintenir l'ordre unipolaire dans les relations internationales et pour pouvoir ainsi implanter son hégémonie dans tout le monde a beaucoup d'aspects négatifs, comme les conflits militaires qui directement ou au moyen d' alliés causent des dizaines de milliers de morts dans plusieurs régions du monde, et provoquent un retour à la pire époque de la Guerre Froide, à « l'équilibre de la terreur », dans les relations avec la Russie.

Rien de rationnel dans cette politique, qui semble écrite par le pire des scénaristes de Hollywood. En réalité, comme le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a dit, la conséquence de « la politique de sanctions poursuivie par les occidentaux, c'est à dire, nous mêmes » contre la Russie, « nous cause plus de dommages à nous qu'à la Russie. En politique cela s'appelle se tirer une balle dans le pied » (Reuters, Gergely Szakacs, 15 août 2014).

Quelque chose de similaire a été dit -le jour précédent- par le Premier ministre de la Slovaquie, Robert Fico, quand il a exprimé que les sanctions contre la Russie n'avaient aucun sens, mais que si, elles menaçaient la croissance économique du bloc des 28 pays de l'Union Européenne ([Slovak PM criticises Ukraine over sanctions against Russia](#))

Sans tomber dans le simplisme, tout observateur plus ou moins objectif peut conclure qu'en termes stratégiques, par une politique basée sur des principes, dont celui de la souveraineté des nations et celui d'un monde multipolaire, et appliquée d'une manière calme mais ferme par le gouvernement de Vladimir Poutine, la Russie sort gagnante dans cette confrontation créée en Ukraine par l'impérialisme US et ses alliés de l'UE.

Depuis un peu plus de deux décennies l'impérialisme US avait réussi à détruire son principal ennemi, l'Union Soviétique et le camp socialiste de l'Est de l'Europe, mais l'ambition démesurée de transformer ces pays en des « territoires vierges » pour l'expansion du néolibéralisme n'a pas eu de contreparties. Aucune promesses de Washington n'ont été tenues - y compris celle que l'OTAN n'entrerait pas dans les pays limitrophes de la Russie - aucun des avantages ont été accordés à ces pays, dont le destin a été marqué comme celui d'être subordonné à l'ordre néolibéral. La seule chose qui a été réalisée de manière planifiée fut la dé-modernisation, ou bien la destruction des économies et des sociétés.

Si Washington et ses alliés détestent et diabolise Poutine c'est parce que celui-ci a appris la leçon et depuis quelques années a commencé le difficile travail de reconstruire l'État dans la Fédération de Russie [Voir la formation de la [Fédération de Russie](#). NDLT] pour qu'il exerce un rôle de gestionnaire dans la reprise de l'économie, dominée par les oligarques locaux et leurs associés étrangers, et d'une société qui avait pratiquement perdu non seulement tous les acquis sous plus de 70 ans de socialisme mais avait été ramenée à la désolation et aux pénuries de l'époque prérévolutionnaire.

Il est possible, et qui sait, même probable, que l'intolérance de l'impérialisme démontrée dans cette offensive risquée en Ukraine et dans l'avalanche de sanctions économiques, financières et commerciales, et d'autre part l'existence à Moscou d'une direction politique et étatique à la hauteur du défi, permettra finalement que la Russie entreprenne la reconstruction nécessaire de l'économie. Les pas faits par le gouvernement de Poutine sont clairs en ce qui concerne la nécessité de créer ou de reconstruire les instruments étatiques pour intervenir dans les industries clés, dans des branches ou des secteurs économiques, comme l'agriculture, de manière à ce qu'ils répondent aux besoins socio-économiques et à la sécurité nationale et internationale.

La presse occidentale n'a pas relayé ce que Poutine a dit après s'être réuni à Yalta, en Crimée, avec les législateurs du Parlement russe, mais si on les lit attentivement, elles sont très révélatrices : « *Nous devons avec calme, effectivement et avec dignité, améliorer notre pays sans l'isoler du monde extérieur, sans rompre les liens avec nos associés, mais aussi sans nous permettre qu'ils nous traitent d'une manière insolente et tutoriale* ». ([Ukraine in bloody chaos â€” Putin](#)).

En soulignant que l'objectif de ces sanctions « *est d'assurer la domination globale des États-Unis. Voilà la vérité* », Poutine s'est dit confiant que la société russe a besoin de se consolider et de se mobiliser, mais pas pour des guerres ou des conflits, mais pour le travail qui demeure derrière la Russie et au nom de la Russie, et que la réponse de son gouvernement aux sanctions économiques, financières, politiques et commerciales des États-Unis et des pays de l'OTAN, était « *légal et valable. Elle aidera et n'endommagera pas notre économie interne* ».

À ces réunions Poutine n'a pas écarté que Moscou se retire de la *Cour Européenne des Droits de l'Homme*, et même de se retirer unilatéralement des traités internationaux « *si ce pas est nécessaire pour les intérêts internes* », en rappelant que les États-Unis se sont unilatéralement retirés du « *Traité pour la Réduction d'Armes Stratégiques Offensives* ».

La réciprocité aux sanctions des pays de l'OTAN « *n'est pas seulement les représailles (sinon) d'abord une mesure d'appui à nos industriels, ainsi qu'une ouverture aux producteurs de pays qui veulent et sont disposés à coopérer avec la Russie* », en soulignant que les autorités russes doivent se focaliser sur « *la solution des problèmes nationaux* » ([Food a saisi against West to benefit Russia's economy - Putin](#)).

Et dans une phrase dont la portée rappelle celle du président US Franklin D. Roosevelt en 1933, quand il a commencé à prendre des décisions politiques importantes et radicales pour chercher à sortir de la Grande Dépression, que « *de l'unique chose que nous avons à avoir peur c'est de notre propre peur* », Poutine a souligné que « *notre avenir est dans nos propres mains* ».

Ce qui nous dit [la loi empirique de l'ingénieur Edward A. Murphy](#), formulé dans la brève phrase « si quelque chose peut aller mal, il ira mal », c'est que tout ce qui n'a pas été pensé et reconsidéré même dans ses détails les plus minimaux et conséquences, que ce soit un projet d'ingénierie, un plan économique, une politique extérieure ou la manière de porter une arme, entre beaucoup d'etcéteras, court le risque de finir mal.

L'orgueil de cet impérialisme néolibéral n'aiguise pas l'intelligence et ni même l'astuce de savoir jusqu' où on peut mentir et tromper. Il ne lui permet pas de penser et de reconsidérer ses ambitions démesurées, au contraire, l'orgueil l'aveugle et de plus en plus il le conduit à utiliser l'unique chose qu'il a, la force militaire pour menacer et pour frapper à droite et à gauche, comme nous le voyons.

Que tout se terminera mal pour l'impérialisme est une certitude, mais ce pourquoi il faut lutter c'est pour empêcher que cela se termine mal pour tout le monde, pour cette petite et menacée planète, l'unique que nous aurons à jamais. Les progrès dans la création d'un monde multipolaire, qui passent par la voie de changements politiques et économiques nationaux et régionaux, sont l'unique voie pour freiner cette recherche démentielle de l'hégémonie totale.

Alberto Rabilotta para [Alai-Amlatina](#) y [El Correo](#)

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

* **Alberto Rabilotta**. Journaliste argentin-canadien depuis 1967. Au Mexique pour la « *Milenio Diario de Mexico* » Correspondant de Prensa Latina au Canada (1974). Directeur de Prensa Latina Canada, pour l'Amérique du Nord (1975-1986) Mexique, USA, Canada. Correspondant de l'Agence de Services Spéciaux d'Information, ALASEI, (1987-1990). Correspondant de l'*Agencia de Noticias de México*, NOTIMEX au Canada (1990-2009). Editorialiste sous de pseudonymes -Rodolfo Ara et Rocco Marotta- pour « *Milenio Diario de Mexico* » (2000-2010, Collaborateur d'ALAI, PL, El Correo, El Independiente et d'autres médias depuis 2009.

[El Correo](#). Paris, le 20 août 2014.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.

[1] [Working Anything but 9 to 5](#). The New York Times, by Jodi Kantor, 13 août 2014.